

Un nouveau quinquennat pour l'Europe

Les attentes du ME-F

Mouvement Européen-France - Mai 2022

Le Mouvement Européen-France a appelé à battre l'extrême droite lors du second tour de l'élection présidentielle et est donc soulagé par la défaite de Marine Le Pen, tout en restant vigilant et mobilisé en vue des élections législatives, dont l'issue influencera la politique européenne de notre pays. En tant que premier acteur de la société civile sur les enjeux européens en France, et à l'heure de la guerre de la Russie contre l'Ukraine, nous attendons du Président de la République et des acteurs politiques français des gages et des actes forts en faveur d'une Europe plus démocratique, plus durable, plus efficace, plus juste et plus unie : nous souhaitons qu'ils fassent écho à notre Manifeste ["30 propositions pour l'Europe de 2030"](#) autant qu'aux mesures et orientations soutenues par les citoyens et participants de la [Conférence sur le futur de l'Europe](#).

Nous demandons tout d'abord une Europe plus démocratique et citoyenne, à dimension fédérale, que les Français puissent vivre au quotidien, afin de rendre l'identité européenne plus tangible.

Cela passe tout d'abord par une présence accrue de l'Europe dans les médias français et sur les réseaux sociaux. Nous proposons aussi d'imprimer les visages de personnalités européennes sur nos billets de banque, pour valoriser notre patrimoine culturel et notre héritage commun. Il faut également bâtir sur le legs européen à l'école, à travers un manuel d'histoire européen qui éclaire notre identité collective. En accord avec les objectifs de l'année européenne de la jeunesse, nous demandons que les jeunes Français aient davantage accès aux programmes européens de mobilité, tels qu'Erasmus+ et le service civique européen et ce, peu importe leur parcours ou leur statut socioculturel.

Nous demandons également plus de transparence sur les prises de décision au sein des institutions européennes, notamment au Conseil et lors de l'élection des décideurs européens. Pour que les citoyens s'y retrouvent, il faut aussi davantage expliquer et rendre compte des décisions de nos représentants nationaux sur la scène européenne et redonner un ancrage régional à nos députés européens ! Une Europe plus démocratique, c'est aussi promouvoir et faciliter le droit d'interpellation, de pétition ainsi que le droit d'initiative des citoyens de l'Union et de leurs élus, qui doivent être dotés d'un droit d'initiative législative : l'Europe que nous voulons est une Europe à l'écoute réelle et concrète de ses habitants.

Pendant ce nouveau quinquennat, nous attendons du Président de la République qu'il soit une force de proposition pour une France motrice en Europe et une Union européenne rayonnante et puissante sur la scène internationale, capable de promouvoir ses intérêts et ses valeurs, telles que la démocratie et l'État de droit.

Face aux défis internationaux actuels, qui entraînent des tensions à l'échelle européenne, et plus récemment, le retour d'une guerre atroce sur le continent européen, l'UE doit gagner en autonomie, notamment sur le plan énergétique, agricole, alimentaire, technologique et militaire. Pour assurer le financement de ces priorités stratégiques, l'UE doit être dotée de nouvelles ressources propres. De plus, la France doit être à l'initiative de propositions fortes et pragmatiques, à Bruxelles et à Strasbourg, en adéquation avec les attentes de ses citoyens, tout en veillant à respecter ses engagements, notamment en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de protection de l'environnement.

Pour une Europe plus efficace, nous appelons également à une réforme des traités européens, qui permet d'abolir le vote à l'unanimité dans les domaines clés pour éviter des blocages ainsi que de renforcer les institutions européennes. Il est temps que l'UE se donne les moyens politiques des ses ambitions diplomatiques et sécuritaires, 30 ans après le Traité de Maastricht !

Dans un contexte géopolitique marqué par la guerre de la Russie contre l'Ukraine, il est urgent que l'UE donne suite aux nombreuses demandes d'adhésion en cours ou à venir – notamment celles des pays des Balkans et des ex Républiques soviétiques dont l'Ukraine – de façon à satisfaire les aspirations des pays demandeurs et le besoin de maintenir nos capacités d'action et d'influence.

En parallèle, afin d'approfondir la cohésion européenne et continuer à protéger la démocratie en Europe, nous devons poursuivre la lutte contre la désinformation et les ingérences étrangères, une priorité de longue date qui se voit renforcée à l'heure des attaques de désinformation du Kremlin.

Les cinq prochaines années seront décisives pour le débat public sur l'Europe en France et l'évolution du rôle de la France au sein de l'UE. Les élections européennes du printemps 2024 constitueront sans nul doute un moment charnière pour la construction européenne comme pour notre pays. Nous attendons des engagements concrets de tous nos responsables politiques pour faire avancer l'Europe et continuerons à nous mobiliser à notre échelle pour co-construire l'Europe que nos concitoyens appellent de leurs vœux !

Liste des cosignataires :

ADOUE, François, Président du ME Gironde

BALLE, Hervé, Président du ME Val-de-Marne

BAUCHE, Agnès, ancienne Présidente du ME Hauts-de-Seine

BARDOT, Claude, Secrétaire général du ME Hauts-de-Seine

BERTONCINI, Yves, Président du ME-F

CHABAL, Antoine, Président des Jeunes Européens - France

CLEMENT, Yves, Vice-président du ME-F

GUILLAUME, Sylvie, Députée européenne et Personnalité qualifiée du ME-F

LARGHERO, Denis, membre du ME Hauts-de-Seine

LEFRANÇOIS, Roselyn, Vice-présidente du ME-F

MENOZZI, Odile, Présidente du ME Alpes Maritimes

MOUSSON, Olivier, Secrétaire général du ME-F

RENAULT, Michel, Trésorier du ME Charente-Maritime

ROUCHET, Margaux, Présidente du ME Nord

SCHIEBER, Claude, Président ME Haut-Rhin

THILLAY, Philippe, Président du ME Seine-Maritime